UNDT/2022/003, Soni

Décisions du TANU ou du TCNU

- Conformément à l'art. 9 des règles de procédure du tribunal et de la jurisprudence établie, le Tribunal peut choisir de rendre un jugement sommaire sans prendre d'argument ou de preuve des parties, car la loi du Tribunal l'empêche de recevoir une affaire qui n'est pas créable. De même, art. 19 prévoit qu'il peut émettre toute ordonnance ou orientation appropriée pour l'élimination équitable et rapide de l'affaire. En outre, cette disposition permet au Tribunal de faire face aux questions de créance comme une question préliminaire dans l'intérêt de l'économie judiciaire. Par conséquent, le Tribunal peut examiner et régner sur la question de la créance en tant que question préliminaire grâce à un jugement sommaire dans l'intérêt de l'équité et de l'économie judiciaire. - Dans les questions résultant d'une décision administrative implicite, comme celle dérivée d'un licenciement constructif, la détermination des délais aux fins de la demande d'évaluation de la gestion n'est pas un exercice simple. Cependant, il est bien établi dans la jurisprudence que la date d'une décision administrative implicite contestée doit être déterminée comme celle sur laquelle un membre du personnel le savait ou aurait raisonnablement dû le savoir. Dans ce cas, la date de la décision aurait été la date à laquelle le demandeur a réitéré sa démission ou, au plus tard, la date à laquelle l'organisation a accepté sa démission. Dans l'un ou l'autre de ces scénarios, le demandeur a raté la date limite de MR. En conséquence, la demande n'est pas à recevoir. - Il est bien établi dans la jurisprudence que l'ignorance de la loi ne peut être invoquée comme excuse pour les délais manquants. Il est de la responsabilité du membre du personnel de s'assurer qu'il est au courant des procédures applicables dans le contexte de l'administration de la justice. - Même si l'art. 8.3 du statut du tribunal permet une suspension ou une renonciation aux délais dans des circonstances exceptionnelles, une telle autorité ne s'étend pas aux délais. En conséquence, le tribunal ne peut renoncer à la date limite manquée MER dans le but d'examiner un cas sur le fond. - En outre, des circonstances exceptionnelles sont des circonstances indépendantes de son contrôle qui empêcheraient quelqu'un d'exercer son droit en temps opportun. Aucun des événements racontés par le demandeur équivaut à des circonstances

exceptionnelles.

Décision Contestée ou Jugement Attaqué

Le demandeur conteste sa séparation du service pour un licenciement constructif et une démission contraignante.

Résultat

Rejeté sur la recevabilité

Applicants/Appellants

Soni

Entité

FNUE

Numéros d'Affaires

UNDT/GVA/2021/061

Tribunal

TCNU

Lieu du Greffe

Genève

Date of Judgement

13 jan 2022

Duty Judge

Juge Bravo

Language of Judgment

Anglais

Type de Décision

Jugement

Catégories/Sous-catégories

Cessation de service

Non-renouvellement

Compétence / recevabilité (TCNU ou première instance)

Contrôle hiérarchique

Décision administrative

Décision administrative implicite

Droit Applicable

TCNU Règlement de procédure

- Article 9
- Article 19

TCNU Statut

- Article 8.1(c)
- Article 8.1(d)(i)
- Article 8.3

Statut du personnel

- Disposition 11.2

Jugements Connexes

2013-UNAT-361

2011-UNAT-184

2015-UNAT-594

2015-UNAT-538

2015-UNAT-588
2011-UNAT-180
2017-UNAT-731